

Introduction au cours développement local L2-L3

Frédéric TESSON

Le développement local

Réfléchir en termes de développement local implique de partir d'une hypothèse simple : la qualité des relations qui lient les acteurs dans la proximité contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles.

Cela revient à penser que l'espace n'est pas soumis à des dynamiques uniquement exogènes, liées à la mondialisation dont on ne cesse de présenter les effets structurants, mais qu'il est mis en mouvement par les hommes et les femmes qui l'habitent (au sens fort du terme) et en sont les acteurs.

Le développement local peut donc être lu comme un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle du vivre ensemble et du bien-être de tous. Ainsi, le développement local dépasse l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement.

C'est un objet géographique puisqu'il s'appuie sur ce que J. Lévy présente comme la dimension spatiale des sociétés. Il met au cœur de la problématique le triptyque **territoire/acteur/développement**. C'est donc clairement une action volontaire et organisée autorisant un « agir ensemble » et un « vivre ensemble ».

Origine du concept

Apparu dans les années 60, le développement local part d'un principe simple : la mobilisation des potentialités locales (ressources naturelles, sociales, individuelles,...) peut orienter les dynamiques socio-économiques.

Il est une réponse d'une part à la mondialisation naissante à l'époque, dont on commence à sentir les effets, d'autre part à l'approche frontale de l'aménagement du territoire, très centralisé, qui agit par rattrapage massif des retards économiques dans une dynamique exogène dont on sent poindre les limites.

Il émane essentiellement de territoires qui se considèrent marginalisés par ces politiques frontales, souvent ruraux et situés dans les zones d'ombres du territoire national. On découvre alors un slogan qui va devenir la pierre angulaire du développement local : « **vivre, travailler et décider au pays** ». Cette expression contient à elle seule les principes du développement local puisque outre vivre et travailler qui sont les deux éléments forts du développement, elle appelle à l'autonomisation locale de la décision, qui implique la matière grise nécessaire et la mobilisation politique subséquente, et à la notion de « pays » qui devient, dans ces années de fin de croissance, une entité plus à même de révéler les ressources et de mobiliser les acteurs. Le pays renaît alors comme un périmètre d'action et de décision potentiel.

Cette idée du pays n'est pas neuve en elle-même puisque les géographes classiques (vidaliens pour faire simple) ont toujours revendiqué la pertinence d'une échelle intermédiaire entre la commune et le département plus à même que ce dernier, dont la genèse est trop empreinte de la bureaucratie révolutionnaire, à recouvrir la dimension sociale de l'espace vécu et de l'appartenance culturelle. C'est ainsi que dans les années 70 les premiers contrats de pays accompagnent la généralisation d'une approche en termes de développement local. C'est au sein de ces entités, notamment en milieu rural, qu'on redécouvre les valeurs identitaires collectives et les solidarités propres à engendrer une nouvelle approche démocratique du développement.

On attribue à ce périmètre les vertus de la participation, la possibilité de faire émerger de nouveaux instruments d'action permettant de dépasser les processus exogènes de décision et de s'en affranchir.

Pour Jean-Pierre Jambes l'idéologie du développement local, si elle est issue d'une pensée sociale que l'on peut attribuer à une politique de gauche montante, renvoie plus à l'historisme ou culturalisme qui s'oppose, à l'époque, à un évolutionnisme globalisant. Cette logique de pensée refuse toute tentative de modélisation positiviste et s'appuie sur le principe de spécificité locale qui prône l'adaptation et l'autonomie de la réflexion. Paradoxalement, la pensée structuralo-marxiste, pourtant universalisante, peut-être considérée comme motrice dans le processus de construction de l'idée du développement local notamment par le rapprochement des dimensions économiques et sociales.

Les décennies de crises (70 et 80) qui ont vu arriver la gauche au pouvoir sont des périodes phares du développement local. Il est porté par plusieurs organisations hétérogènes qui se retrouvent derrière cette bannière : des agriculteurs, des mouvements régionalistes et des leaders de la coopération dans les pays du sud. Ces groupes se retrouvent autour de l'idée d'une approche non exclusivement marchande de l'économie.

Ces fondements idéologiques fondent ce que Bernard Vachon nomme une « *façon de penser* » « *un processus dynamique alimenté par des attitudes et des comportements axés sur l'action* » et « *une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires* ». Ceci implique que le développement local doit trouver dans le territoire un terreau bénéfique fondé sur la préexistence de solidarités locales. Il faut néanmoins souligner que le développement local n'est pas un repli sur soi et doit s'appuyer sur une capacité d'ouverture qui permet de tirer profit des expériences extérieures en les adaptant aux conditions spécifiques du local.

C'est ainsi que dans la logique de développement local, l'échange et la mutualisation des expériences est un ressort important de la réussite. Il ne s'agit jamais de recettes mais bien d'expériences dont les échos peuvent entraîner l'innovation dans le territoire par un enrichissement mutuel. (cf. site de la DATAR ou de l'ADLS)

On peut voir le développement local comme une invention permanente d'un modèle social adapté au territoire qui le porte qui s'enrichit des expériences extérieures en produisant à son tour de l'expérience innovante. C'est en quelque sorte une vision idéaliste et parfois paradoxalement utopique d'un vivre ensemble.

Ce double mouvement à la fois « localiste » et utopique, localisé et reproductible, action et idéologie a fait naître des critiques parfois fondées. Il n'en reste pas moins, qu'après une période de sommeil dans les années 90, le développement local revient en force en intégrant timidement en 1995, plus franchement en 1999, les nouvelles normes réglementaires énoncées dans la LOADDT. La renaissance des pays et la réactivation de l'intégration intercommunale accompagnées par les directives européennes faisant la part belle aux particularismes locaux témoignent de son intégration comme nouvelle façon de faire de l'aménagement du territoire.

Mais cette institutionnalisation ne va pas sans une certaine neutralisation de son origine idéologique. Aujourd'hui on peut dire que le développement local est « *un ensemble de processus et de procédures qui oscillent entre régulation, quête d'une alternative, outil de contrôle et instrument de compétition économique* » pour reprendre l'analyse de Jean-Pierre Jambes. La transformation de la DATAR en DIACT renvoie en partie à l'idée que le développement des territoires locaux, s'il devient une clé décisive dans l'aménagement du territoire, est aussi rattaché à la logique mondialisée du développement. Là où le développement local affichait mutualisation et adaptation locale pour une innovation, le territoire se transforme en entité compétitive. Cette compétition autorisera-t-elle la mutualisation et l'incrémentation nécessaire pour le développement des territoires locaux ?

Les 4 conditions clés du développement local :

- ancrage territorial des démarches de développement local compris ici comme le dépassement des logiques sectorielles plus que comme une circonscription spatiale de la décision. Le territoire est ici un moyen et non une fin
- processus d'intégration. C'est la question cruciale de la place du sujet au sein de la société qui est posée ici. Elle revêt des formes multiples : mobilisation locale, implication, citoyenneté
- prise en compte des dimensions culturelles. Le développement local passe par le repérage d'un système de valeurs, de croyances, de représentations qui doivent agir comme des filtres pour la mise en place des actions sur le territoire.
- Adoption d'un mode de pensée complexe. Il s'agit ici de développer des modes d'apprentissage. Le développement n'est pas une logique simple de reproduction mais un processus complexe, cognitif dans lequel les acteurs du territoire doivent s'investir. C'est ainsi que Jean-Pierre Jambes parle de territoires apprenants.

On peut isoler 3 principes d'action :

- une approche transversale des problèmes
- la mise en œuvre de partenariats multiples entre acteurs publics et privés
- une perpétuelle remise en chantier de l'action dans une logique d'ajustement en fonction de l'évolution des enjeux

Au vu de cet état des lieux, on comprend comment le cœur du développement local est occupé par l'acteur. L'acteur est celui qui s'investit dans l'action qui « *soutient les ruptures et organise le changement* » pour reprendre les propos de Claude Neuschwander. Dans le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Michel Lussault définit l'acteur comme « *pourvu d'une intériorité subjective, d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative* ».